

## *C'était possible, alors ils ne l'ont pas fait...*

Histoire d'un non-blocage surprise du CA du CNRS, par un beau matin de juillet 2008

Hier matin, 1er juillet de l'an 2008, nous n'étions qu'une petite trentaine (venus du CNRS, de l'INRA, de l'INSERM, du Cemagref...) à avoir répondu à l'appel de SUD-Recherche-EPST à bloquer le CA du CNRS pour que ne soit pas entériné le Plan Stratégique actant le découpage en instituts (instituts qui seraient aussi, rappelons-le des agences de moyens, y compris vis-à-vis des équipes de recherche universitaires et des autres EPST). Mais cette trentaine de personnes motivées a suffi, après quelques minutes de défi physique brillamment remporté avec les vigiles, pour empêcher tout passage par l'entrée principale du CNRS durant deux heures, en expliquant aux personnels du siège le pourquoi de leur action et en invitant les présents à s'exprimer.



Rue Michel-Ange, entrée du CNRS bloquée par les militants SUD-Recherche-EPST...  
Au micro, un membre du CA de SLR, Bernard Jacq, portant la contradiction.

Certes, le CA a tout de même pu se tenir et voter le Plan Stratégique, les administrateurs ayant été conduits à l'intérieur par des entrées secondaires que nous n'étions pas assez nombreux pour bloquer toutes dès 7h30. Mais au moins nous avons démontré que cela aurait été possible, même un premier juillet, même à 8h du matin, même en annonçant la nouvelle seulement la veille, si toutes les organisations syndicales et associatives étaient restées fidèles au mot d'ordre commun du 25 juin : *"nous demandons au MESR et à la direction du CNRS de repousser l'adoption de ce plan stratégique en retirant le vote sur ce point de l'ordre du jour du prochain CA et en le reportant au plus tôt à l'automne. Au cas où le vote serait maintenu, nous appellerions de nouveau au blocage du CA du CNRS"*.

Les militants SUD-Recherche-EPST n'ont toujours pas compris comment les autres syndicats<sup>1</sup> ainsi que SLR et SLU ont pu renoncer à cette action alors que l'exigence minimale d'un report du vote à l'automne n'était pas remplie et que tous les autres points sur lesquels la ministre avait été interrogée étaient au rouge (emplois de titulaires en diminution, financements ANR en croissance)! La satisfaction affichée des responsables d'instances scientifiques du CNRS sur les modifications apportées au Plan Stratégique doit-elle faire oublier les revendications syndicales de base et la nécessité d'un rapport de force pour les imposer ?

<sup>1</sup> A l'exception de SUD-Education, qui s'était associé à notre appel au blocage du CA

Comment est-ce qu'on peut se priver ainsi d'un moyen d'action simple et efficace pour enrayer le rouleau compresseur des réformes qui visent à démanteler le CNRS et l'ensemble de la recherche publique et obliger le gouvernement à négocier sur l'ensemble de nos revendications ?

A vrai dire, les militants SUD-Recherche-EPST n'étaient pas les seuls à n'avoir pas compris. A partir de 9h15, 100 à 200 militants CGT, SNCS, SLR, SLU... sont arrivés pour participer au rassemblement appelé par leurs organisations et nombre d'entre eux semblaient assez surpris d'apprendre que le CA était en train de se tenir. (Il est vrai que s'ils étaient arrivés à 7h30, ensemble on aurait réussi sans problème à bloquer toutes les entrées du CNRS et à empêcher les administrateurs de se réunir comme prévu !). A la réouverture des grilles, l'ensemble des présents se sont dirigés vers les pelouses de la cour intérieure, face à la salle où délibérait encore le Conseil, sous la garde de 3 ou 4 vigiles. Le cœur n'y était pas pour pousser quelques slogans devant la salle où le CA venait d'entériner le Plan Stratégique...



A l'intérieur, un CA sous bonne garde...

Les responsables du SNTRS-CGT ont essayé, avec difficulté, de justifier la voie étroite qu'ils avaient choisie : "on vote CONTRE le plan stratégique en CA parce qu'on est contre les instituts mais on ne bloque pas le CA parce qu'on a obtenu des avancées" et insistent sur le fait que c'est une décision prise en intersyndicale, avec SLR et SLU, dans une réunion convoquée en urgence le dimanche.

SUD-Recherche-EPST a exprimé son point de vue sur les réformes en cours, auxquelles le gouvernement n'est pas prêt de renoncer, et sa colère sur le "lâchage" des autres syndicats, qui n'ont pas respecté la "feuille de route" décidée collectivement le 25 juin. Il a précisé qu'il n'avait pas été prévenu de la réunion intersyndicale du dimanche soir (de toute façon, aucune modification du PS ne justifiait que les organisations syndicales représentant les personnels au CA acceptent de siéger de manière aussi précipitée – les documents leur sont parvenus le dimanche pour un CA le mardi à 8h ! - ce qui est incompatible avec un débat collectif et ne permet même pas de recueillir l'avis des instances de concertation officielles).

Nous avons refusé de participer à une délégation syndicale que le CA du CNRS proposait de recevoir, et nous avons quitté ce rassemblement inutile sans plus attendre, la messe du CA étant dite...

#### **Et maintenant ?**

Il faut analyser ce qui s'est passé et se demander pourquoi on en est arrivés à cette situation de division syndicale alors que, jusqu'au 25 juin, une très large unité s'était faite sur des mots d'ordre clairs et fédérateurs, capables de rassembler les personnels du CNRS mais aussi ceux des autres EPST et de l'enseignement supérieur dans l'action contre le démantèlement du service public et des statuts des personnels. SUD-Recherche-EPST va s'y employer. Nous attendons aussi des autres organisations qu'elles s'expliquent sur leurs choix (qu'y avait-il tant à perdre à empêcher le vote du Plan Stratégique au CA du CNRS avant l'été ?). Et nous invitons tous les lecteurs de cet article à nous faire part de leur propre analyse.